

Hoff col

1986 AVRIL

# LETTRE OUVERTE À QUI VOUS SAVEZ...

par Michel Teyssedou,  
président  
du C.N.J.A.

Il y a eu, dans les années 60, 70, 80, des moments où les jeunes agriculteurs ont pu se faire entendre. Mais le ministre, comme nous l'avons toujours fait avec vos prédécesseurs, ou même même lorsqu'ils es-  
timateur pour avoir se passer de l'avis du syndicalisme jeune. Et il vous faudra apporter la preuve que l'Etat veut renouer avec la pratique de la concertation — certains diraient cogestion — négocier à l'honneur.

**D**ANS notre esprit, il ne s'agit nullement de confondre les rôles. L'Etat reste l'Etat, détenteur du pouvoir d'arbitrage et de décision en dernier ressort. Le syndicalisme doit pour le syndicalisme charge par ses adhérents de défendre leurs intérêts, dote d'une mission de proposition et — si besoin est — de contestation du vert et blanc. Mais la concertation, c'est vous le savez, cette recherche commune, et passionnée, de la solution la mieux adaptée aux moyens et la plus juste possible. C'est la discussion, article par article, des textes, lois et décrets qui, une fois adoptés par le Parlement ou le gouvernement, engagent. S'il y a eu accord préalable, la responsabilité morale de ceux qui ont participé à la réflexion.

Voilà rapidement exposée, la conception que nous avons toujours, au C.N.J.A., de nos rapports avec la puissance publique. C'est celle qui avait présidé aux relations qui existaient autrefois entre nos prédécesseurs dans le syndicalisme jeune, et les vôtres au ministère de l'Agriculture, et que nous n'avons jamais reniée.

**I**ES terrains d'application ne nous manquent pas. Et

mais surtout cette politique agricole commune du moment, les jeunes d'aujourd'hui nous les gardons, contrairement aux désignations. La négociation, sur les prix et les mesures de gestion des marchés dans laquelle vous êtes maintenant engagé. Mais le ministre, nous avons dit ce que nous en pensons, il y a quelques semaines. Pour nous, c'est l'heure de vérité et c'est pourquoi nous vous demandons, comme à votre prédécesseur, d'arrêter ces marchandages stériles. L'Europe verte est malade. Elle n'a plus les moyens de nos ambitions. Evitons à tout prix un monde de dupes — des prix contre des mesures draconiennes de gestion des marchés — et prenons le temps et les dispositions pour la rebâtir !

L'autre domaine où nous attendons une action rapide de votre part, c'est la modernisation de notre agriculture. Vous le savez, M. le ministre, elle vieillit ! Selon l'INSEE, un chef d'exploitation sur trois aura 60 ans ou plus en 1990. Alors, au travail ! Il faut relancer la politique d'installation inventée dans les années 60 et complétée dans les années 70, adapter les conditions de financement aux nouvelles conditions économiques, par exemple la baisse de l'inflation, et restructurer nos grands secteurs de production. Un troisième plan de cessation d'activité latente est notamment indispensable, si nous voulons qu'il y ait encore des installations dans ce secteur-cle de l'agriculture française.

**V**OUS le savez, M. le ministre, le pain ne manque pas sur votre planche, sur notre planche. Vous pouvez compter sur nous pour proposer, discuter et... contester quand nous ne serons pas d'accord avec vous. Mais je vous fais confiance, vous avez assez prôné cette pratique, assez critiqué sa mise en sommeil, pour savoir quelle doit être, aujourd'hui, votre attitude.

**C**ertains diront que M. le ministre, comme nous l'avons toujours fait avec vos prédécesseurs, ou même même lorsqu'ils es-  
timateur pour avoir se passer de l'avis du syndicalisme jeune. Et il vous faudra apporter la preuve que l'Etat veut renouer avec la pratique de la concertation — certains diraient cogestion — négocier à l'honneur.

Il y a eu, dans les années 60, 70, 80, des moments où les jeunes agriculteurs ont pu se faire entendre. Mais le ministre, comme nous l'avons toujours fait avec vos prédécesseurs, ou même même lorsqu'ils es-  
timateur pour avoir se passer de l'avis du syndicalisme jeune. Et il vous faudra apporter la preuve que l'Etat veut renouer avec la pratique de la concertation — certains diraient cogestion — négocier à l'honneur.

**A**vec la situation économique, les conditions de travail, les prix, les jeunes agriculteurs savent que ce ne sera pas facile. Cela fait le groupe que nous avons fait notre. L'important d'abord la détermination de la puissance publique, et de la puissance de nos jeunes agriculteurs, et toute à l'histoire du reste du monde et qui, malgré tout, a choisi la lutte en avant qu'est l'engagement à l'Espagne et au Portugal. En observant ensuite le vieillissement de notre agriculture, alors que nous payons le prix, loin s'en faut, le plus élevé de la production de nos exploitations.